



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sous embargo strict jusqu'au mercredi 22 mai 2013 à 23h01 TU

RAPPORT 2013 : UN MONDE DE PLUS EN PLUS DANGEREUX POUR LES RÉFUGIÉS ET LES MIGRANTS

Londres – Faute d'action internationale dans le domaine des droits humains, le monde est en train de devenir de plus en plus dangereux pour les réfugiés et les migrants, a déclaré Amnesty International le 23 mai à l'occasion de la sortie de son rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde.

Les droits de millions de personnes qui ont fui les conflits et les persécutions, ou qui ont quitté leur pays en quête de travail et d'une vie meilleure, pour eux et leur famille, sont bafoués, a dénoncé l'organisation. Partout dans le monde, les États se montrent davantage désireux de protéger leurs frontières nationales que les droits de leurs citoyens et ceux des hommes et des femmes qui viennent chercher refuge ou de meilleures chances chez eux.

« L'incapacité à traiter effectivement les situations de conflit est en train de créer une classe d'exclus au niveau de la planète, a déclaré Salil Shetty, le secrétaire général d'Amnesty International. Les droits des hommes, des femmes et des enfants qui fuient les conflits ne sont pas protégés. De nombreux États bafouent les droits fondamentaux au nom du contrôle de l'immigration et vont bien au-delà des mesures légitimes de contrôle aux frontières.

« Les personnes fuyant les conflits ne sont pas les seules à pâtir de ces mesures, a souligné Salil Shetty. Du fait de politiques de lutte contre l'immigration qui ouvrent la porte à leur exploitation en toute impunité, des millions de migrants se retrouvent dans une situation de violence ou de violation de leurs droits – y compris le travail forcé et les violences sexuelles. Cette situation est nourrie en bonne partie par le discours populiste qui désigne les réfugiés et les migrants comme responsables des problèmes internes des États. »

La communauté internationale a été le témoin en 2012 de toute une série de crises des droits humains qui ont contraint de grands nombres de personnes à quitter leur foyer pour chercher refuge ailleurs, sur le territoire national ou au-delà des frontières. De la Corée du Nord au Mali, du Soudan à la République démocratique du Congo, des hommes, des femmes et des enfants sont partis de chez eux dans l'espoir de trouver la sécurité.

Pour le peuple syrien, 2012 a été une nouvelle année inutile, une année où les choses n'ont guère changé – à l'exception du nombre sans cesse croissant de vies perdues ou brisées par un conflit qui a déjà jeté des millions de personnes hors de chez elles. Le monde est resté les bras croisés alors que l'armée et les forces de sécurité syriennes continuaient de mener des attaques aveugles ou ciblées contre les civils, et de soumettre à des disparitions forcées, d'arrêter arbitrairement, de torturer et d'exécuter sommairement les opposants supposés, tandis que les groupes armés poursuivaient de leur côté les prises d'otages et, dans une moindre mesure, les exécutions sommaires et les actes de torture.

Pour bloquer toute initiative internationale sur des crises telles que la situation en Syrie, certains ont brandi l'excuse que les droits humains relèvent des « affaires intérieures » d'un pays. Le Conseil de sécurité des Nations unies, instance chef de file mondiale dont la mission est de veiller à la sécurité de la planète, ne produit toujours pas d'action politique concertée et unifiée.

« L'argument du respect de la souveraineté des États ne peut pas être utilisé comme une excuse pour rester passif, a souligné Salil Shetty. Le Conseil de sécurité des Nations unies doit s'élever inlassablement contre les violations des droits humains qui détruisent des vies et forcent des personnes à quitter leur foyer. Cela



signifie qu'il faut rejeter toutes les doctrines immorales et d'un autre âge selon lesquelles les massacres, la torture et la famine ne regardent personne. »

Dans bien des cas les personnes fuyant les conflits et les persécutions se sont heurtées à de redoutables obstacles lorsqu'elles cherchaient à franchir les frontières internationales. Le passage de ces frontières s'est révélé bien souvent plus difficile pour les réfugiés que pour les fusils et les autres armes qui nourrissent les violences, celles-là mêmes qui contraignent les populations à quitter leur foyer. L'adoption aux Nations unies en avril 2013 d'un traité sur le commerce des armes soulève toutefois l'espoir que les transferts d'armes susceptibles d'être utilisées pour commettre des atrocités pourront enfin être arrêtés.

« Face aux réfugiés et aux personnes déplacées, on ne peut plus avoir l'attitude du "ni vu, ni connu", a martelé Salil Shetty. Leur protection nous incombe, à nous tous. Dans le monde sans murs des communications modernes, il est de plus en plus difficile de dissimuler les violations des droits humains derrière les frontières des États. Et ce monde offre à chacun la possibilité de défendre les droits de millions de déracinés chassés de chez eux. »

Les réfugiés qui réussissent à gagner un autre pays pour y chercher asile se retrouvent souvent – au propre et au figuré – dans le même bateau que des migrants qui quittent leur pays en quête d'une vie meilleure pour eux et pour leur famille. Laissés-pour-compte des politiques et des lois inefficaces, beaucoup se retrouvent contraints de vivre aux marges de la société et sont directement visés par les discours populistes et nationalistes qui attisent la xénophobie et accentuent le risque de violences à leur rencontre.

L'Union européenne applique des mesures de contrôle aux frontières qui mettent en danger la vie des migrants et des demandeurs d'asile et ne garantissent pas la sécurité de celles et ceux qui fuient les conflits et les persécutions. Dans le monde entier on enferme de manière régulière les migrants et les demandeurs d'asile dans des centres de détention – et parfois même dans des conteneurs ou des caisses de métal.

Les droits fondamentaux d'un grand nombre des 214 millions de migrants de par le monde ne sont pas protégés, ni par leur pays d'origine ni par leur pays d'accueil. Parce que les États les traitent comme des criminels ou des délinquants et que les entreprises se préoccupent davantage de profit que des droits des travailleurs, des millions de migrants travaillent dans des conditions équivalant à du travail forcé – ou dans certains cas à de l'esclavage. Les migrants sans papiers sont particulièrement exposés au risque d'exploitation et de violations des droits humains.

« Celles et ceux qui vivent hors de leur pays, dans le dénuement et sans statut, sont les personnes les plus vulnérables du monde mais sont dans bien des cas condamnés à vivre dans la misère et dans la clandestinité, a déclaré Salil Shetty. Un avenir plus juste est possible, si les États respectent les droits fondamentaux de toutes les personnes, quelle que soit leur nationalité. La mobilisation en faveur des droits humains est mondiale, et le monde ne peut pas se permettre de maintenir des "zones interdites" dans ce domaine. La protection des droits humains doit s'appliquer à tous les êtres humains, où qu'ils soient. »

Notes aux rédacteurs

1. Le Rapport 2013 d'Amnesty International sur la situation des droits humains dans le monde couvre la période janvier-décembre 2012.
2. Des faits et chiffres, des documents audiovisuels, des détails sur les événements prévus pour les médias et d'autres informations sont disponibles. Veuillez envoyer un courriel à press@amnesty.org pour tout renseignement.
3. Pour obtenir de plus amples informations ou pour organiser une interview avec un porte-parole d'Amnesty International et celles et ceux qui sont en première ligne dans le combat pour les droits humains, veuillez prendre contact avec le Service de presse d'Amnesty International à Londres, tél. : +44 (0) 20 7413 5566 ; courriel : press@amnesty.org.



Autres tendances et points importants mis en lumière par le *Rapport 2013* d'Amnesty International :

- Amnesty International a recensé des restrictions spécifiques à la liberté d'expression dans 101 pays au moins, et des cas de torture et de mauvais traitements dans 112 pays au moins.
- Dans un monde où de nombreuses nations ne font rien pour lutter contre les violences liées au genre, la moitié de l'humanité était toujours traitée comme des citoyens, ou plutôt des citoyennes, de seconde zone en matière de respect des droits. Des soldats et des groupes armés ont commis des viols au Mali, au Tchad, au Soudan et en RDC ; en Afghanistan et au Pakistan, des femmes et des filles ont été tuées dans des conditions évoquant des exécutions ; et dans des pays comme le Chili, le Salvador, le Nicaragua et la République dominicaine, des femmes et des filles enceintes à la suite d'un viol ou dont la vie ou la santé était mise en danger à cause de la grossesse se sont vu refuser la possibilité d'avorter en toute sécurité.
- En Afrique, les conflits, la pauvreté et les atteintes aux droits humains commises par les forces de sécurité et les groupes armés ont mis en lumière la faiblesse des mécanismes régionaux et internationaux de défense des droits humains, alors même que le continent s'apprête à célébrer le 50^e anniversaire de la création de l'Union africaine avec la tenue d'un grand sommet en Éthiopie du 19 au 27 mai.
- Dans les Amériques, les procédures entamées en Argentine, au Brésil, au Guatemala et en Uruguay ont marqué d'importantes avancées dans le combat en faveur de la justice dans les dossiers des violations des droits humains commises dans le passé. Le système interaméricain des droits humains a été critiqué par plusieurs États.
- La liberté d'expression a été mise à mal un peu partout dans la région Asie-Pacifique. Les pouvoirs publics l'ont réprimée au Cambodge, en Inde, au Sri Lanka et aux Maldives. Par ailleurs, des dizaines de milliers de personnes ont payé de leur vie le prix de conflits armés en cours en Afghanistan, au Myanmar, au Pakistan et en Thaïlande. Des centaines de prisonniers politiques ont été remis en liberté au Myanmar, mais plusieurs centaines d'autres demeuraient sous les verrous.
- Dans la région Europe et Asie centrale, les responsabilités pour les crimes commis dans le cadre du programme de « restitutions » conduit en Europe par les États-Unis étaient toujours loin d'avoir été établies. Dans les Balkans, certaines victimes de crimes de guerre perpétrés dans les années 1990 ont vu s'amenuiser l'espoir d'obtenir justice. Les élections organisées en Géorgie ont constitué un exemple de transition démocratique rare pour un pays de l'ancienne Union soviétique, où les régimes autoritaires maintenaient leur emprise sur le pouvoir.
- Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les pays qui avaient chassé du pouvoir des dirigeants autocratiques ont vu s'épanouir une plus grande liberté de la presse et de nouvelles possibilités pour la société civile, mais ont connu aussi des revers, avec des remises en question de la liberté d'expression pour des motifs liés à la morale ou à la religion. Dans toute la région, les défenseurs des droits humains et les militants politiques restaient en butte à la répression, notamment à l'emprisonnement et à la torture en détention. Le conflit entre Israël et Gaza a connu une nouvelle escalade en novembre.
- La peine de mort a continué à reculer au niveau mondial – en dépit de points négatifs comme les exécutions intervenues en Gambie (les premières depuis 30 ans) et l'exécution d'une condamnée au Japon (la première exécution d'une femme depuis 15 ans).

/fin